**Corporation de développement économique (CDEC)
Montréal-Nord**

**Rapport de l'auditeur indépendant et
États financiers**

31 mars 2022

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux membres du conseil d'administration Corporation de développement économique (CDEC) Montréal-Nord

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la **Corporation de développement économique (CDEC) Montréal-Nord** (« l'Organisme »), qui comprennent le bilan au **31 mars 2022**, les états des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

À notre avis, ces états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs une image fidèle de la situation financière de l'Organisme au **31 mars 2022**, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'Organisme conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'Organisme à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider de l'Organisme ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'Organisme.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'Organisme;

- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'Organisme à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'Organisme à cesser son exploitation;

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Société de comptables professionnels agréés

Montréal, le 30 juin 2022

* Par CPA auditeur permis de comptabilité publique n° A131162

Corporation de développement économique (CDEC) Montréal-Nord

États financiers

31 mars 2022

Index

États Financiers

Résultats et évolution de l'actif net 1

Bilan 2

Flux de trésorerie 3

Notes complémentaires 4 à 5

Renseignements supplémentaires

Produits Annexe A

Corporation de développement économique (CDEC) Montréal-Nord

1

Résultats et évolution de l'actif net**Exercice terminé le 31 mars 2022**

	2022	2021
Produits <i>[Annexe A]</i>		
Subventions et soutien financier	1 615 240 \$	843 671 \$
Autres apports	150 344	221 744
	1 765 584	1 065 415
Charges		
Salaires et charges sociales	521 901	514 871
Charges des participants	464 036	151 050
Gestion et supervision	117 793	75 800
Frais d'activités	370 970	190 995
Conférenciers	322	2 135
Colloque, forum et séminaire	1 230	488
Honoraires professionnels	98 831	47 747
Représentation et déplacement	1 064	670
Frais de bureau et équipement	5 637	8 929
Services et outils informatiques	4 579	10 783
Publicité, cotisations et abonnements	34 607	15 730
Assurances	2 209	1 165
Loyer	18 000	18 000
Télécommunications	3 552	2 500
Intérêts de la dette à long terme	499	1 455
Frais financiers	2 984	2 135
	1 648 214	1 044 453
Excédent des produits sur les charges	117 370	20 962
Actif net au début	38 817	17 855
Actif net à la fin	156 187 \$	38 817 \$

Corporation de développement économique (CDEC) Montréal-Nord

2

Bilan

Au 31 mars 2022

	2022	2021
Actif		
À court terme		
Encaisse	7 673 \$	134 014 \$
Dépôt à terme	1 285 297	500 509
Subventions à recevoir	69 366	12 276
Sommes à recevoir de l'État	17 047	297
Frais payés d'avance	1 211	1 071
	1 380 594 \$	648 167 \$
Passif		
À court terme		
Fournisseurs et charges à payer <i>[note 3]</i>	210 439 \$	95 050 \$
Subventions et contributions reportées <i>[note 4]</i>	987 371	488 202
	1 197 810	583 252
Dette à long terme <i>[note 5]</i>	26 597	26 098
	1 224 407	609 350
Actif net		
Non affecté	156 187	38 817
	1 380 594 \$	648 167 \$

Pour le Conseil d'administration

Administrateur

Administrateur

Corporation de développement économique (CDEC) Montréal-Nord

3

Flux de trésorerie**Au 31 mars 2022**

	2022	2021
Activités de fonctionnement		
Rentrées de fonds :		
Subventions et soutien financier	2 057 319 \$	1 184 620 \$
Autres apports	150 344	145 944
	2 207 663	1 330 564
Sorties de fonds :		
Salaires et charges sociales	(505 619)	(490 578)
Fournisseurs et services	(1 043 597)	(401 881)
	(1 549 216)	(892 459)
Rentrées nettes de fonds liées aux activités de fonctionnement	658 447	438 105
Activités de financement		
Dette à long terme	-	26 098
Augmentation de la trésorerie et équivalents de trésorerie	658 447	464 203
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	634 523	170 320
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	1 292 970 \$	634 523 \$
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Encaisse	7 673 \$	134 014 \$
Dépôt à terme	1 285 297	500 509
	1 292 970 \$	634 523 \$

Notes complémentaires

31 mars 2022

1. Constitution et mission de l'organisme

L'Organisme, constitué le 28 juin 1995, en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies du Québec*, a été reconnu par le gouvernement du Québec comme l'instance régionale représentative de la région de Montréal-Nord en matière de développement économique et communautaire. Il est considéré comme un organisme sans but lucratif au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu.

L'Organisme a pour objet d'améliorer les conditions de vie de la population locale et de renforcer le tissu socio-économique du territoire de l'arrondissement de Montréal-Nord.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers ont été dressés selon les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif de la Partie III du *Manuel de CPA Canada* et comprennent les principales méthodes comptables suivantes :

Comptabilisation des produits*Constatation des apports*

L'Organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Dons reçus sous forme de services

Le fonctionnement de l'organisme dépend, en partie, des services de nombreux membres bénévoles. En raison de la difficulté de déterminer la juste valeur de ces apports, ceux-ci ne sont pas constatés dans les états financiers. Toutefois, lorsqu'il est possible de déterminer la juste valeur de certains apports reçus sous forme de services, l'organisme les comptabilise dans l'exercice au cours duquel ils sont reçus.

Instruments financiers

L'Organisme évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à la juste valeur. Il évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement se composent de l'encaisse, du dépôt à terme et des subventions à recevoir.

Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des fournisseurs et charges à payer et de la dette à long terme.

3. Fournisseurs et charges à payer

	2022	2021
Fournisseurs et frais courus	148 158 \$	48 090 \$
Salaires à payer	23 074	12 427
Vacances courues	35 804	30 169
Intérêts reportés	3 403	3 902
Sommes à remettre à l'État	-	462
	210 439 \$	95 050 \$

Notes complémentaires

31 mars 2022

4. Subventions et contributions reportées

Les subventions et contributions reportées représentent des ressources non dépensées reçues au cours de l'exercice considéré et destinées à couvrir les charges de l'exercice subséquent. Les variations survenues dans le solde des subventions et contributions reportées sont les suivantes :

	Solde au 31 mars 2021	Encaissements et créances	Constatés à titre de produits et compte à payer	Solde au 31 mars 2022
Association des commerçants de Charlevoix et de Pie-IX	3 174 \$	25 000 \$	28 174 \$	- \$
Secrétariat à la jeunesse Québec	10 653	-	10 653	-
Emploi Québec	615	-	615	-
Chantier de l'économie sociale	46 654	-	33 824	12 830
Emploi et Développement social Canada - CC	8 557	-	-	8 557
Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole	210 000	-	-	210 000
Centre d'action bénévole	-	45 988	15 257	30 731
Caisse populaire Desjardins	-	150 000	-	150 000
Ville de Montréal	-	177 224	52 105	125 119
Arrondissement MTL-Nord	208 549	893 165	651 580	450 134
	488 202 \$	1 291 377 \$	792 208 \$	987 371 \$

5. Dette à long terme

2022

2021

Prêt d'aide d'urgence aux entreprises d'un montant original de 40 000 \$, garanti par le gouvernement du Canada, remboursable le 31 décembre 2023, sans intérêt, par un seul versement unique de 30 000 \$ soit le prêt original moins 25% s'il est remboursé avant terme. Si l'organisme ne rembourse pas le montant avant l'échéance un taux d'intérêt de 5% sera calculé sur le prêt de 40 000 \$. Le prêt a également été réduit du montant d'intérêt présumé calculé au taux de 6,45% comptabilisé dans les créanciers et de la radiation du prêt, car l'organisme remplit les conditions de radiation.

40 000 \$

40 000 \$

Constaté à produits - conditionnel au remboursement avant décembre 2023

10 000

10 000

Intérêts reportés

3 403

3 902

26 597 \$

26 098 \$

Les versements des prochains exercices si les conditions du prêt sont respectées seront de 30 000 \$ en 2024.

6. Contribution - Loyer gratuit

Dans le cours normal de ses activités, l'organisme reçoit un loyer à titre gratuit de la part du conseil de l'Arrondissement de Montréal-Nord. Ce loyer gratuit est comptabilisé à la juste valeur marchande. Au cours de l'exercice, un revenu et une charge de 18 000 \$ (18 000 \$ en 2021) sont inclus dans les états financiers relativement à cet apport.

7. Risques financiers

L'organisme, par le biais de ses instruments financiers, est exposé à divers risques. L'analyse suivante fournit une mesure des risques à la date du bilan, soit au 31 mars 2022.

Risque de crédit

Pour les subventions à recevoir, l'organisme évalue, de façon continue, les montants à recevoir sur la base des montants dont elle a la quasi-certitude de recevoir en se fondant sur leur valeur de réalisation estimative.

8. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de rendre leur présentation identique à celle de l'exercice courant.

Corporation de développement économique (CDEC) Montréal-Nord

Annexe A

Renseignements supplémentaires**31 mars 2022**

	2022	2021
Produits		
Subventions et soutien financier		
Secrétariat à la jeunesse Québec - Stimuler la fibre entrepreneuriale chez les jeunes issus de l'immigration et des communautés culturelles	10 653 \$	18 955 \$
Arrondissement de Montréal-Nord	651 580	335 711
Fédération des chambres de commerce du Québec	94 833	-
Ville de Montréal	70 105	120 446
Chantier d'Économie Sociale	33 824	53 346
Emploi Québec	738 988	283 405
Soutien à l'action bénévole	15 257	-
Gouvernement du Canada		
Emploi et Développement social Canada - Connexion compétences	-	3 772
Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC)	-	10 742
Aide d'urgence pour les entreprises canadiennes	-	10 000
Emplois d'été Canada (EÉC)	-	7 294
	1 615 240	843 671
Autres apports		
Association des commerçants de Charlevoix et de Pie-IX (ACCP)	28 173	49 573
Gestion et supervision	117 794	75 800
Activités et autres apports	4 377	96 371
	150 344	221 744
Total des produits	1 765 584 \$	1 065 415 \$